

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Plan québécois sur les changements climatiques

Le gouvernement va de l'avant malgré certains retards

Québec, 7 juin 2007 – Le gouvernement du Québec va de l'avant dans la mise en œuvre de son plan de lutte aux changements climatiques malgré certains retards dans l'application de certaines mesures de réduction des gaz à effet de serre (GES). À la suite de son bilan de la première année du plan d'action 2006-2012, la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, semble prête à mettre les bouchés doubles pour s'assurer que le Québec rencontre ses objectifs.

Les groupes environnementaux soulignent notamment l'entrée en vigueur de la redevance sur les hydrocarbures qui permettra le financement du plan, l'adoption prochaine des normes californiennes pour les véhicules légers vendus au Québec, le soutien financier aux projets de captage de biogaz provenant des lieux d'enfouissement et le soutien aux campagnes de sensibilisation du public. De plus, les groupes saluent la décision de la ministre de procéder à un bilan annuel de la mise en application du plan.

Par contre, des mesures telles l'entrée en vigueur du Règlement sur les halocarbures, l'adoption d'un nouveau code du bâtiment et le financement de mesures supplémentaires d'amélioration des services de transports collectifs accumulent des retards difficilement justifiables. De plus, seulement 25% des 200 millions de dollars prévus au financement annuel du plan et tiré d'une redevance sur les entreprises du secteur énergétique sera effectivement versés en 2007. Bien que le lourd processus législatif et réglementaire nécessaire au prélèvement de la redevance ait été systématiquement suivi, cet important manque à gagner retarde la mise en œuvre de plusieurs mesures du Plan. Ces retards se font en particulier sentir dans le versement prévu en 2007 de 120 millions de dollars visant l'amélioration des services de transport collectif.

« On prend du retard, mais on ne peut pas dire que des efforts ne sont pas faits. », ont affirmé les organismes Environnement JEUnesse (ENJEU), Équiterre, Greenpeace, Nature Québec/UQCN, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) et Vivre en Ville.

« On sent la volonté du gouvernement d'honorer ses engagements, malgré la lourdeur de la mise en œuvre de politiques et de nouvelles façons de faire. Nous saluons également la volonté d'ajouter de nouvelles mesures pour bonifier le plan québécois. Nous rappelons à ce titre l'importance d'inclure des actions en matière d'aménagement du territoire pour diminuer la dépendance des Québécois à l'automobile. Nous croyons que la ministre et le gouvernement savent que leur crédibilité est engagée dans ce dossier et qu'ils ont une obligation de résultat. Dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, cette responsabilité est également partagée par les partis d'opposition. Les attentes des Québécois sont grandes dans le dossier des changements climatiques de même qu'à l'égard du leadership canadien et international du Québec », ont-ils ajouté.

Sources :

Amélie Ferland, relationniste, Équiterre, (514) 973-2000

Jocelyn Desjardins, responsable des communications, Greenpeace-Québec, (514) 212-5749

Chantal Rainville, responsable des communications, RNCREQ (418) 522-0006 p. 2222

Alexandre Turgeon, président, Vivre en ville, (418) 655-0592

Mylène Bergeron, responsable des communications Nature Québec /UQCN (418) 648-2104 p. 2074

Jérôme Normand, Directeur général, ENvironnement JEUnesse, (514) 577-3016